

FORMULAIRE DE DEMANDE DE PAIEMENT DU SOLDE

POUR LA REGLEMENTATION DJA APPLICABLE A COMPTER DU 20/07/2017

Sous-mesure 6.1 du Programme de Développement Rural Champagne-Ardenne

**Transmettez l'original de ce formulaire daté et signé,
 accompagné de ses annexes renseignées et signées et des pièces justificatives,
 à la Direction Départementale des Territoires du siège de votre exploitation et conservez un exemplaire.**

**La transmission doit être effective au cours de la cinquième année suivant la date d'installation
 figurant au certificat de conformité aides à l'installation.**

Cadre réservé à l'administration

N° DOSSIER OSIRIS : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

DATE DE RÉCEPTION : | | | | | | | | | | | | | | | | |

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° PACAGE DU DEMANDEUR : | | | | | | | | | | | | | | | | |

Nom de famille : _____
(Nom de naissance)

Nom d'usage : _____
(Si différent du nom de famille)

Prénoms : _____

Né(e) le : | | | | / | | | | / | | | | | | | |

Genre : F M

Je soussigné (e), _____ (Nom, Prénom)

demande le versement du solde de la Dotation Jeune Agriculteur (DJA) qui m'a été accordée

par la décision d'octroi de la DJA datée du | | | | / | | | | / | | | | | | | |

Fait le | | | | / | | | | / | | | | | **Signature :**

Vous avez un compte bancaire unique ou plusieurs comptes bancaires pour le versement des aides. La DDT connaît ce(s) compte(s) et en possède le(s) RIB-IBAN. Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette aide, ou bien joindre un RIB-IBAN :

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

IBAN - Identifiant international de compte bancaire

♦ Vous avez choisi un nouveau compte bancaire : veuillez joindre obligatoirement un RIB-IBAN au nom du bénéficiaire de la DJA.

JUSTIFICATION DE LA REALISATION DES ENGAGEMENTS LIES AUX MODULATIONS SOLLICITEES

Remarque générale : Seuls les justificatifs correspondants à vos engagements sont à joindre au présent formulaire. Veuillez-vous reporter à votre décision d'octroi des aides DJA (ou son avenant) pour identifier les engagements auxquels vous avez souscrit. Ces engagements sont détaillés dans votre décision d'octroi d'aide DJA et/ou dans ses éventuels avenants.

1. Zone d'installation

- J'ai obtenu un montant de base de DJA correspondant à la zone de plaine

2. Installation Hors Cadre Familial

- En cas de non-réalisation d'un avenant pourtant nécessaire pour un motif d'évolution foncière (variation de plus de 50 %) ou d'évolution des associés exploitants, je fournis les justificatifs permettant de vérifier que le caractère hors cadre familial de mon installation est maintenu : les nouvelles parcelles non prévues au PE n'étaient pas exploitées antérieurement par un parent (ou un parent du conjoint lié par un pacs ou un mariage) jusqu'au 3^{ème} degré, collatéraux inclus (au sens des articles 741 et suivants du code civil) et les nouveaux associés exploitants ne sont pas un parent (ou un parent du conjoint lié par un pacs ou un mariage) jusqu'au 3^{ème} degré, collatéraux inclus (au sens des articles 741 et suivants du code civil).

Pour les modulations **Valeur ajoutée - Emploi, Agroécologie** et **Maintien et/ou développement de l'élevage**

Ne fournir que les justificatifs pour les sous-modulations mentionnées dans votre décision d'octroi des aides DJA (ou son avenant). En cas d'impossibilité à justifier de la sous-modulation/objectif initialement ciblée, vous pouvez apporter les justificatifs de réalisation d'une autre sous-modulation/objectif appartenant à la même modulation.

3. Modulation Agroécologie

Sous-modulations	Justificatifs à fournir
Objectif 1 : Totalité de l'exploitation en Bio	<input type="checkbox"/> <u>Totalité de l'exploitation sous le label Bio :</u> Certificat AB ou attestation d'engagement ou de conversion au mode de production bio pour la totalité des ateliers certifiables délivrée par un organisme certificateur. La période mentionnée dans le certificat ou l'attestation doit englober le dernier jour de la période d'engagement.
Objectif 2 : Certification environnementale HVE	<input type="checkbox"/> <u>Présence d'une certification HVE :</u> Attestation datée de certification environnementale de niveau 3 Haute Valeur Environnementale (HVE) délivrée par un organisme agréé par le ministère en charge de l'agriculture. La période mentionnée dans le certificat doit englober le dernier jour de la période d'engagement.
Objectif 3 : Exploitation partiellement en Bio	<input type="checkbox"/> <u>S'engager à convertir en agriculture biologique une partie de l'exploitation reprise ou à maintenir en agriculture biologique les ateliers déjà certifiés de l'exploitation reprise :</u> Certificats AB ou attestations d'engagement ou de conversion au mode de production bio en année 2 et en année 4 délivré par un organisme certificateur. La période mentionnée dans les documents relatifs à l'année 2 et à l'année 4 doit respectivement englober le dernier jour de la deuxième année et de la quatrième année de la période d'engagement. Et mentionner dans la fiche de synthèse signée du comptable le chiffre d'affaires total en année 4, le chiffre d'affaires des ateliers bio en année 4 et le montant annuel de l'aide bio (versée ou à venir) prévu pour l'année 4 du PE. ou fournir la fiche de synthèse comptable renseignée et signée du bénéficiaire et la dernière comptabilité détaillant le chiffre d'affaires des ateliers concernés et faisant apparaître le montant annuel de l'aide bio (versée ou à venir) prévu pour l'année 4 du PE.
Objectif 4 : Certification environnementale de niveau 2	<input type="checkbox"/> <u>Présence d'une certification de niveau 2 :</u> Attestation datée de certification environnementale de niveau 2 délivrée par un organisme agréé par le ministère en charge de l'agriculture. La période mentionnée doit englober le dernier jour de la période d'engagement.

Objectif 5 : Adhésion à un Groupement d'Intérêt Économique et Environnemental (GIEE)	<input type="checkbox"/> <u>Adhérer à un GIEE</u> : Attestation d'adhésion datée (avec nom, adresse et numéro SIRET du GIEE) établie par le représentant légal et précisant la date de première adhésion.
Objectif 6 : Place des légumineuses	<input type="checkbox"/> <u>Part des légumineuses dans l'assolement</u> : il s'agit d'exploiter au moins 10 % de la surface cultivée (hors prairies temporaires) avec des cultures de protéagineux, de soja et/ou de cultures fourragères à dominante légumineuse, hors cultures déshydratées au cours de la 2 ^{ème} année, en 3 ^{ème} et 4 ^{ème} année du plan d'entreprise. Préciser sur la fiche de synthèse comptable le total des surfaces en couvert de légumineuses déclarées au cours de la 2 ^{ème} année, en 3 ^{ème} et 4 ^{ème} année du plan d'entreprise. Il est conseillé de se référer à la note relative aux codes culture disponible auprès de vos conseillers et de la DDT.

4. Modulation Valeur ajoutée - Emploi

Sous-modulations	Justificatifs à fournir
Objectif 1 : Favoriser la valeur ajoutée	<input type="checkbox"/> <u>Existence d'un niveau d'activité en circuit court, en transformation, en diversification ou en productions atypiques</u> : La sous-modulation concerne la commercialisation en circuits courts (vente directe ou indirecte avec au maximum 1 intermédiaire) et/ou transformation de tout ou partie des produits de la ferme jusqu'à l'élaboration du produit fini et/ou présence d'un atelier relevant d'une activité de production de semences et de plants et/ou d'une production qui ne relève ni de l'élevage bovin ou ovin, ni de la viticulture, ni d'une culture de type céréales, protéagineux, oléagineux, betterave sucrière, pommes de terre de féculé et/ou activité d'accueil à la ferme. Le montant global de chiffre d'affaires du ou des ateliers et des activités prises en considération ci-dessus doit représenter au moins 20 % du chiffre d'affaires total de l'exploitation ou 40 000 € au cours du dernier exercice comptable de la période d'engagement. Mentionner sur la fiche de synthèse signée du comptable et du bénéficiaire le montant total de chiffre d'affaires et le montant de chiffre d'affaires issu de la vente en circuit court de produits de la ferme, de vente de produits transformés, de diversification ou des activités atypiques en dernière année ou en dernière comptabilité de la période d'engagement. ou la fiche de synthèse comptable renseignée et signée du bénéficiaire, accompagnée de la copie de la dernière comptabilité de la période d'engagement mettant en évidence l'activité en circuit court, en transformation, en diversification ou en productions atypiques et le chiffre d'affaires annuel.
Objectif 2 : Adhésion à une CUMA	<input type="checkbox"/> <u>Adhésion à une coopérative d'utilisation de matériel agricole au plus tard à la fin de la 3^{ème} année d'engagement</u> : Attestation d'adhésion datée (avec nom, adresse et numéro SIRET de la CUMA) établie par le représentant légal de la CUMA précisant la date de première adhésion, ou mention, sur la fiche de synthèse signée du comptable, du montant des parts sociales détenues dans en CUMA, la date de première adhésion de l'exploitation et la dénomination de la (ou des) CUMA concernée(s). ou tableau des immobilisations avec précision sur la dénomination de la (ou des) CUMA concernée(s), si ce tableau permet le contrôle de l'adhésion avant la fin de la 3 ^{ie} année d'engagement .
Objectif 3 : Création d'emploi	<input type="checkbox"/> <u>Création d'au moins 0,5 ETP d'emploi salarié à la fin de la 3^{ème} année du plan d'entreprise</u> : Mentionner sur la fiche de synthèse signée du comptable le nombre d' <u>Équivalent Temps Plein (ETP)</u> de main d'œuvre en emploi salarié permanent en situation initiale ou avant installation et en dernière année de la période d'engagement, ou Fournir la copie du contrat d'embauche et copie de la dernière fiche de salaire (hors période d'essai) de la période d'engagement, ou Fournir la copie du contrat d'embauche et l'attestation URSSAF/MSA relative à la dernière année de la période d'engagement.
Objectif 4 : Recours à un groupement d'employeurs	<input type="checkbox"/> <u>Recours à un groupement d'employeurs</u> :

	Attestation datée (avec nom, adresse et numéro SIRET du groupement d'employeurs) établie par le représentant légal ou facture d'un groupement d'employeurs ou service de remplacement mentionnant le nombre d'heures (au moins 360 heures) au cours de la période d'engagement.
--	---

5. Modulation Investissement : coût de reprise et de modernisation important

Modulations	Justificatifs à fournir
Coût de reprise et de modernisation important	<p><input type="checkbox"/> <u>Montant des investissements</u> : Identification du type d'investissements de reprise et de modernisation, et du montant total hors taxes des investissements réalisés depuis le dépôt de la demande d'aide jusqu'au dernier jour de la période d'engagement.</p> <p>Un investissement réalisé et revendu doit figurer dans la liste des investissements réalisés. Par contre, dans la mesure où il a été revendu, le montant de la revente est déduit du total des montants qui permet de justifier de l'atteindre les seuils de la modulation "Coût de reprise et de modernisation important".</p> <p>En cas de double installation, les investissements sont répartis entre les bénéficiaires de la DJA.</p> <p>Ne sont pas éligibles : le remboursement de comptes-courants associés, les donations, les droits à paiement de base (DPB), les arrières fumures, les avances aux cultures, les stocks immobilisés en viticulture, les stocks d'animaux finis.</p> <p><u>Justificatifs de réalisation</u> : état des immobilisations de la dernière comptabilité de la période d'engagement et factures pour les investissements réalisés avant la fin de la période d'engagement mais non présents au bilan du dernier exercice comptable. En cas d'installation en société, factures des investissements professionnels réalisés par le bénéficiaire en son nom propre (foncier, bâtiment, matériel, installations et équipements, parts sociales) et état récapitulatif dans l'annexe 4.</p>

6. Critère régional de modulation : Maintien et/ou développement élevage

Sous-modulations	Justificatifs à fournir
Élevage à vocation alimentaire	<p><input type="checkbox"/> <u>Présence de l'activité d'élevage à vocation alimentaire</u> : Mentionner dans la fiche de synthèse comptable le type d'élevage présent en année 4, la PBS élevage et la PBS totale en année 4. La dimension du cheptel est le nombre moyen d'animaux par catégorie au cours du dernier exercice comptable ou de la dernière année d'engagement, ou le nombre d'animaux par catégorie au dernier jour de la période d'engagement, issu du registre d'élevage.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tableau de la PBS totale en fin de PE identifiant le type d'élevage et la PBS élevage à vocation alimentaire. - Fiche de synthèse signée du comptable ou comptabilité identifiant le chiffre d'affaires issu de l'élevage pour les productions atypiques.
Élevage à vocation alimentaire avec majoration "Herbe" (maintien de la surface en herbe)	<p><input type="checkbox"/> <u>Présence de l'activité d'élevage à vocation alimentaire</u> cf ci-dessus <u>et maintien de la surface en herbe</u> : Il s'agit de maintenir en herbe au moins 30 % de la SAU.</p> <p>Préciser sur la fiche de synthèse comptable les surfaces en couvert en "herbe" relatifs aux codes cultures déclarées en situation initiale ou avant l'installation et déclarées en année 2, 3 et 4 de la période d'engagement. Il est conseillé de se référer à la note relative aux codes culture disponible auprès de vos conseillers et de la DDT.</p> <p>Joindre les documents suivants, le cas échéant et décrire la circonstance:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Justificatifs fonciers pour les terres non présentes dans la déclaration PAC réalisée en dernière année du PE ou au cours du dernier exercice comptable utilisé. - Attestation de reprise propriétaire (congé du propriétaire, bulletin de mutation MSA avec signature du propriétaire et du repreneur).
Élevage à vocation alimentaire avec majoration "Autonomie fourragère"	<p><input type="checkbox"/> <u>Présence de l'activité d'élevage à vocation alimentaire</u> cf ci-dessus et <u>autonomie fourragère protéique</u> : Il s'agit d'exploiter au moins 10 % de la surface cultivée (hors prairies temporaires) avec des cultures de protéagineux, de soja et de cultures fourragères à dominante légumineuse, hors cultures déshydratées au cours de la 2^{ème} année, en 3^{ème} et 4^{ème} année du plan d'entreprise.</p> <p>Préciser sur la fiche de synthèse comptable les surfaces en couvert de cultures fourragères protéiques déclarées au cours de la 2^{ème} année, en 3^{ème} et 4^{ème} année du plan d'entreprise. La note relative aux codes culture est disponible auprès de vos conseillers et de la DDT.</p>

Joindre les documents suivants, le cas échéant :

- Justificatifs fonciers pour les terres non présentes dans la déclaration PAC réalisée en dernière année du PE ou au cours du dernier exercice comptable utilisé.

JUSTIFICATIFS POUR LES ENGAGEMENTS NATIONAUX

Pièces à fournir	Type de demandeur concerné / Type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à l'administration	Non concerné
Exemplaire original du présent formulaire de demande de paiement complété, daté et signé.	Tous	<input type="checkbox"/>		
Relevé d'identité bancaire-IBAN (ou copie lisible) au nom du bénéficiaire de la DJA. ⁽¹⁾	Si le compte bancaire n'est pas connu de l'administration ou s'il est nouveau.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation d'assujettissement à un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles couvrant les 4 années d'engagement, mentionnant la qualité de chef d'exploitation à titre principal ou secondaire.	En cas d'installation à titre principal (ITP) ou à titre secondaire (ITS)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation d'assujettissement à un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles au terme des 4 ans suivant la date d'installation retenue au certificat de conformité mentionnant la qualité de chef d'exploitation à titre principal ou secondaire.	En cas d'installation progressive (IP)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de la mutualité sociale agricole (MSA) indiquant le nombre d'actifs permanents non-salariés travaillant sur l'exploitation au terme des 4 ans suivant la date d'installation retenue au certificat de conformité	Lorsque le bénéficiaire n'est pas le seul actif permanent non salarié sur l'exploitation.	<input type="checkbox"/>		
Copie des statuts à jour.	En cas d'installation en société et si les statuts éventuellement modifiés depuis le paiement de l'acompte de la DJA n'ont pas été transmis à la DDT.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie du diplôme et attestation de validation du PPP.	En cas d'acquisition progressive de la capacité professionnelle agricole (CPA) et si le versement de la 2 ^{ème} fraction de la DJA n'a pas été demandé.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fiche de synthèse comptable couvrant les 4 années du plan d'entreprise datée et signée (annexe 4).	Tous	<input type="checkbox"/>		
Copie des comptabilités de gestion établies par un centre de gestion ou par le bénéficiaire couvrant les 4 années du PE.	En l'absence de la signature du comptable sur la fiche de synthèse comptable (annexe 4).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fiche de déclaration pour le contrôle de fin de PE, datée et signée (annexe 5).	Tous	<input type="checkbox"/>		
Fichier des immobilisations. Préciser les libellés des investissements s'ils ne sont pas explicites. Souligner les investissements utilisés pour la modulation "Coût de reprise et de modernisation important"	Tous	<input type="checkbox"/>		
Copies des factures ⁽²⁾ , actes enregistrés de cession de parts sociales, contrats de crédit-bail et de location longue durée.	Tous, pour les investissements mentionnés dans le tableau en annexe 4 n'apparaissant pas dans le fichier des immobilisations.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relevé parcellaire MSA	En l'absence de déclaration PAC déposée en DDT au cours des 12 derniers mois de la période d'engagement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Pièces à fournir	Type de demandeur concerné / Type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à l'administration	Non concerné
Actes relatifs au foncier non prévu au PE (bail, actes notariés, factures ⁽²⁾ , convention de mise à disposition, etc...), le cas échéant	Pour la situation au dernier jour de la période d'engagement, en l'absence de déclaration PAC et du relevé parcellaire MSA ou pour les parcelles ne figurant pas dans la déclaration PAC ou le relevé parcellaire MSA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Photos de l'affichage de la publicité FEADER : une photo de près permettant de vérifier le contenu de la publicité et une photo de loin permettant de vérifier son positionnement sur un lieu de l'exploitation agricole visible du public.	Obligation de publicité FEADER si le montant total de la DJA est supérieur ou égal à 50 000 €	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

JUSTIFICATIFS POUR LES ENGAGEMENTS REGIONAUX

Pièces	Type de modulation / Type de sous-modulation	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à l'administration	Non concerné
Certificat AB ou attestation d'engagement ou de conversion daté(e), pour la totalité des ateliers, au mode de production bio.	Agroécologie - Totalité de l'exploitation en Bio	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Attestation d'engagement ou certification en agriculture biologique daté(e)	Agroécologie - Exploitation partiellement en Bio	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Attestation datée de certification HVE	Agroécologie - HVE	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Attestation datée de certification environnementale de niveau 2	Agroécologie - Certification environnementale de niveau 2	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Attestation datée d'adhésion à un GIEE	Agroécologie - Adhésion à un GIEE	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Attestation datée d'adhésion à une CUMA	Valeur ajoutée emploi - Adhésion à une CUMA	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Copie des contrats de travail et dernier bulletin de salaire, à défaut de signature de l'annexe 4 par le comptable	Valeur ajoutée emploi - Création d'emploi salarié	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Attestation URSSAF/MSA datée relative à la dernière année de la période d'engagement, en l'absence du dernier bulletin de salaire et à défaut de signature de l'annexe 4 par le comptable	Valeur ajoutée emploi - Création d'emploi salarié	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Attestation datée du directeur du groupement d'employeur	Valeur ajoutée emploi - Recours à un groupement d'employeur	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Factures acquittées des investissements non présents dans le relevé des immobilisations et listés dans l'annexe 4	Coût de reprise et de modernisation important	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Extrait du registre d'élevage daté	Modulation régionale Élevage à vocation alimentaire avec maintien de la surface en herbe	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Attestation de reprise par le propriétaire, le cas échéant	Modulation régionale Élevage à vocation alimentaire avec maintien de la surface en herbe	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Justificatifs fonciers pour les terres non présentes dans la déclaration PAC, le cas échéant	Modulation régionale Élevage à vocation alimentaire avec maintien de la surface en herbe ou avec autonomie fourragère protéique	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

⁽¹⁾ Le RIB-IBAN n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu de l'administration. Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB-IBAN du compte sur lequel l'aide doit être versée (le RIB-IBAN doit être lisible, non raturé et non surchargé).

⁽²⁾ LES FACTURES DEVRONT OBLIGATOIREMENT COMPORTER LA MENTION « FACTURE ACQUITTÉE LE .../.../..., PAR (MOYEN DE PAIEMENT UTILISÉ)». CETTE MENTION SERA PORTÉE PAR LE FOURNISSEUR, QUI SIGNERA ET APPOSERA LE CACHET DE SA SOCIÉTÉ. LORSQUE LES FACTURES PRÉSENTÉES NE SONT PAS TOUTES ACQUITTÉES PAR LE FOURNISSEUR, VOUS DEVEZ PRODUIRE, À L'APPUI DE VOTRE DEMANDE DE PAIEMENT, UNE COPIE DES RELEVÉS BANCAIRES CORRESPONDANTS.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Les destinataires des données sont la Région Grand Est, le Ministère en charge de l'Agriculture et l'Agence de Services et de Paiement (ASP).

Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser à la DDT.